

la force de l'association pour certaines choses et ils semblent ignorer le bien qu'ils pourraient tirer d'une association de marchands comme eux.

Les marchands peuvent et doivent s'entendre pour ne pas vendre des marchandises à perte; ils peuvent et doivent s'entendre pour exiger que les manufacturiers leur réservent un profit suffisant, légitime, sur les marchandises en paquets.

L'Association des Marchands Détailleurs du Canada, Incorporée, a cet objet en vue d'assurer aux marchands de justes profits, c'est aux marchands de secondar les efforts de cette Association et le mieux est d'en faire partie.

DELEGATION DE BIJOUTIERS A OTTAWA

MM. W. K. McNaught, M.P.P.; Walter Barr et E. M. Trowern, de Toronto et le Col. Stewart, de Montréal, représentant le commerce de bijouterie, ont demandé à la fin de la semaine dernière, au Premier Ministre et au Ministre de l'Agriculture, à Ottawa que la Loi concernant la vente et les marques des objets fabriqués en or et en argent, soit amendée, de manière à empêcher l'importation d'objets faussement marqués. Ils ont également demandé que la Loi soit rendue plus précise et qu'aucune garantie ne soit accordée à moins que les objets à garantir n'en valent la peine au point de vue de leur valeur.

Les délégués des bijoutiers ont été satisfaits de la manière dont les Ministres les ont reçus.

PRUNEAUX

La Récolte en France.

M. Henri Jonas, chef de la maison Henri Jonas & Cie, a l'obligeance de nous communiquer les renseignements suivants qu'il a reçus de son correspondant à Bordeaux, relativement à la récolte des prunes d'ente en France.

Bordeaux, le 28 Sept. 1910.

Prunes d'Ente.—Les bons fruits commencent à peine à paraître. Malheureusement la récolte est, cette année, comme tous les ans, l'avions jamais vue tant en quantité qu'en qualité de fruits. Le peu de fruits qu'il y a est surtout en petites sortes de 90 à la livre à plus petit, ce qui fait que les quelques 50/55, 60/65, 75 sont très recherchés, parce qu'ils sont excessivement rares et, en plus de cela, il sont excessivement chers. Par suite de l'excès d'humidité que nous avons eu, ces fruits sont tachés soit par la grêle soit par les brouillards. En outre la marchandise est très mauvaise et très chère.

Nous n'avons pas encore commencé les triages, car pour faire les pobans il faut écarter un pourcentage consi-

dérable de fruits par défaut de qualité, ce qui va encore augmenter le prix de revient.

Vu les prix actuels de la Californie nous ne pensons pas que l'article soit très intéressant pour votre région, cette année, néanmoins par un prochain courrier nous vous donnerons les cours pour de la marchandise potable et nous vous adresserons un échantillon de ce que nous pourrions livrer comme meilleurs fruits.

REMERCIEMENTS

Nous reproduisons d'autre part un article intitulé "Le Blé du Canada", qui intéressera certainement bon nombre de nos lecteurs.

Nous devons cet article publié par un journal de Paris, "L'Information", à l'obligeance de M. A. Poindron, le dévoué agent commercial du Canada à Paris, à qui nous adressons nos sincères remerciements.

LE BLE DU CANADA

Les gourmets estiment fort les pommes qui viennent du Canada, voire les pommes de France qui portent cette désignation exotique. Il est à craindre que, tôt ou tard, tôt, si le déficit de nos récoltes venait à se produire, nous ne devions estimer également le blé et peut-être les farines du Canada. Puisque, cette année, notre sol ne suffit pas à l'alimentation en pain de ses habitants et que, en dépit du droit de 7 francs, nous devons importer du blé étranger, force est bien de songer quelque peu aux pays qui peuvent et veulent contribuer à notre alimentation. La chose a, comme on voit, son importance. Primum vivere, deinde philosophari, disait le proverbe antique que nous oserions traduire comme suit: La vie d'abord, la politique ensuite.

Six grands pays étrangers exportent du blé et des céréales: les Etats-Unis, l'Argentine, l'Australie, la Russie, les Indes orientales et le Canada. Jusqu'à une date récente, les Etats-Unis suffisaient, et au delà, à tous les besoins; mais leur population s'est accrue et avec elle s'est accrue l'armée des mangeurs de pain. Les grandes "prairies" de l'Ouest ne sont pas épuisées; les compagnies de chemin de fer possèdent encore d'immenses "tracts" de terres presque vierges qui ne demandent qu'à produire; le Texas et les deux Dakotas méritent toujours leur vieux surnom de greniers du globe. Une suite d'années médiocrement fécondes et, peut-être aussi, les campagnes des bulls de Chicago ont quelque peu amoindri le rôle des Etats-Unis dans l'approvisionnement en pain de l'Europe. Il faut des stocks considérables pour alimenter les 9 millions d'administrés de M. William Taft,

L'Empire russe compte, en Europe et en Asie, 130 millions de sujets; sa production serait à peine suffisante pour ses besoins indigènes, si les moujiks de l'Ukraine et les pauvres habitants de la Sibirie pouvaient se livrer au luxe de manger du pain de froment. Ce moment viendra, lorsque la prospérité nationale, conséquence d'un bon gouvernement, aura pénétré dans les derniers recoins de l'immense territoire.

L'Allemagne aussi exportait du blé et mangeait du seigle et de l'épeautre avant sa naissance à la vie industrielle. Les Indes anglaises sont logées à la même enseigne; mais leurs habitants préfèrent le riz au pain. Leur climat trop variable interdit de longues provisions. La récolte indienne est essentiellement instable.

Il reste donc trois pays auxquels, pendant un temps plus ou moins long, l'Europe pourra demander des provisions relativement régulières: l'Australie, l'Argentine et le Canada. Chacun de ces pays possède de 5 à 7 millions d'habitants dispersés sur un territoire pratiquement sans limites. Parmi eux, le rôle de l'Australie est incertain, tant en raison des variations climatiques que de l'arrêt de l'immigration. Bien que la sécheresse et les sauterelles menacent parfois les récoltes argentines, la grande république sud-américaine paraît avoir devant elle un superbe avenir agricole. Le Canada constituera certainement, pendant un demi-siècle encore, l'ultime ressource des mangeurs de pain d'Europe. Dans quelques décades, ses arpents de glace, que raillait Voltaire, suffiront pour nourrir l'ancienne métropole.

Retournons pour nous en convaincre, un peu en arrière et consultons, au lieu des statistiques spéciales, forcément un peu tendancieuses, des organes de la minoterie et de l'agriculture, les chiffres officiels du gouvernement d'Ottawa.

Au lendemain de sa constitution fédérative, le Dominion exportait pour 18 millions 788,000 francs de blé (1868); il avança à 31 millions en 1873, à près de 46 millions en 1874. La moyenne quinquennale s'éleva ensuite, de 1890 à 1905, aux chiffres suivants:

	Francs
1890-1895	22,776,679
1895-1900	43,026,427
1900-1904	77,855,202

Dans l'espace de quinze années, les exportations ont gagné plus de 55 millions de francs par année moyenne. Elles firent des pas de géant durant la deuxième moitié de l'administration de Sir Wilfrid Laurier:

	Francs
1905	63,791,726
1906	173,340,714
1907	105,047,789
1908	206,024,323
1909	247,961,901